ACTUALITÉS HABITATION

VOTRE LIEN AVEC LE MARCHÉ DE L'HABITATION

Province de Québec

Société canadienne d'hypothèques et de logement
www.schl.ca

DEUXIÈME TRIMESTRE 2006

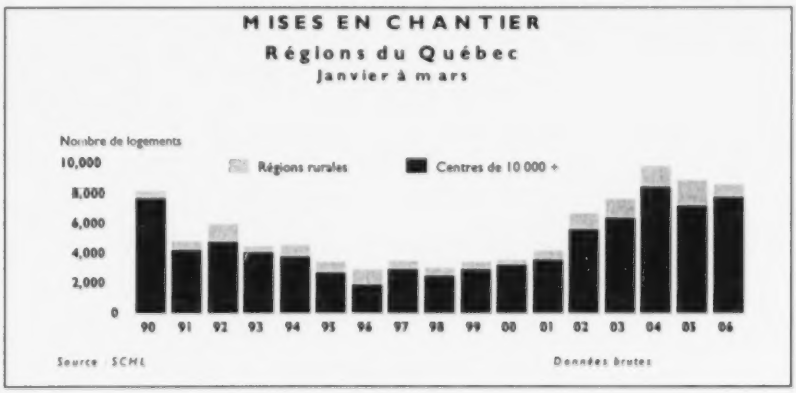
Construction résidentielle au Québec : léger recul au premier trimestre

Après avoir reculé de 19 % et de 15 % au cours des deux derniers trimestres de 2005, la construction résidentielle au Québec a baissé de 3 % au premier trimestre de 2006 comparativement à la même période l'an dernier. Ce recul est attribuable à une baisse importante des mises en chantier dans les régions rurales (- 50 %). Pour ce qui est des régions urbaines, les mises en chantier étaient en hausse (8 %) grâce à une activité importante au mois de mars dernier, notamment dans la région de Montréal. Ainsi, le déclin anticipé de la construction résidentielle au Québec se poursuit au premier trimestre et se traduit par la mise en chantier de 8 523 habitations.

Plan régional : un bilan partagé

Tel que mentionné, c'est une chute de 50 % des mises en chantier dans les régions rurales qui a maintenu le bilan provincial en situation de recul au premier trimestre. Cette diminution était observée tant dans la catégorie des maisons individuelles que pour les logements collectifs. En plus de témoigner du ralentissement de la demande, les résultats ruraux récents s'expliquent par les modifications que la SCHL a apportées à son échantillon rural afin de mieux tenir compte de l'importance de ces régions.

Sur le plan urbain, l'évolution de la construction était loin d'être homogène au premier trimestre. En effet, le bilan des trois premiers mois révèle que 14 des 35 centres urbains ont affiché un repli des mises en chantier alors que 20



SOMMAIRE

1 Plan régional : un bilan partagé
2 Marché de la revente : au ralenti mais toujours tenace
2 Économie : une progression modérée
3 Les délais de construction
4 Définitions et concepts

TABLEAUX STATISTIQUES
Province de Québec

5 Sommaire des activités par région et par marché visé
5 Sommaire des indicateurs économiques
6 Mises en chantier par RMR et par marché visé
7 Logements en construction et achevés par RMR et par marché visé
8 Mises en chantier par centre de 50 000 à 99 999 habitants
8 Mises en chantier par centre de 10 000 à 49 999 habitants

Canada

60 ANS YEARS

SCHL CMHC

106-06705/

centres ont enregistré une augmentation.

Parmi les centres qui ont enregistré des gains importants on note, les régions de Gatineau (39 %) et de Trois-Rivières (71 %), qui ont connu une croissance soutenue tout au long du trimestre, et la région de Montréal qui, grâce à un mois de mars important, affiche 9 % de croissance. L'agglomération de Drummondville (40 %) a également enregistré une croissance remarquable découlant d'une montée importante des mises en chantier de logements collectifs. Notables parmi les centres qui ont affiché des reculs sont les régions de Québec (-19 %) qui a connu un ralentissement à travers tous les segments de marché, et la région de Sherbrooke (-17%) dont la faiblesse était concentrée dans les segments de la propriété absolue et la copropriété.

Segments de marché : le logement collectif rebondit

Si le recul des mises en chantier était modéré par rapport à celui des deux derniers trimestres, c'est en raison du dynamisme récent de la construction des logements collectifs de janvier à mars. En hausse de plus de 17 % par rapport au premier trimestre de 2005, la construction dans ce segment de marché (qui comprend les maisons jumelées, en rangée et les appartements) doit sa progression à l'activité toujours importante du côté des appartements en copropriété. Également notable dans la catégorie des logements collectifs était la construction de logements locatifs, mais il faut préciser que la hausse dans ce segment provient principalement de la mise en chantier d'unités d'appartements pour personnes âgées, un créneau qui ne perd manifestement pas de vigueur.

Marché de la revente : au ralenti mais toujours tenace

Bien que n'ayant pas la vigueur du début des années 2000, le marché de la revente demeure tenace. Selon les derniers résultats publiés par l'Association canadienne de l'immeuble (ACI), le Québec avait enregistré une croissance de 3 % comparativement à la même période l'an dernier (20 075 transactions par l'entremise du Service inter agences (S.I.A.®) durant le premier trimestre de 2006 comparativement à 19 493 en 2005). Il s'agit du quatrième trimestre où le résultat était légèrement supérieur au même trimestre de l'année précédente. Toujours selon l'ACI, le prix moyen de ces transactions aurait augmenté de 6,4 % durant cette même période pour atteindre 188 835 $. Ce dernier résultat donne suite au ralentissement de la croissance des prix qui a débuté à l'été 2004. On se rappellera qu'à cette époque, la croissance du prix moyen avait chuté de 15 % à 9 % durant la prochaine période. Du côté des nouvelles inscriptions, l'ACI rapporte une hausse de 12 %, suivant la tendance haussière des deux dernières années. L'évolution du marché de la revente depuis plus d'un an (le plafonnement des transactions, l'augmentation des inscriptions et la croissance moins importante des prix) le ramène donc vers un état plus équilibré. Par conséquent, une proportion plus faible d'acheteurs se tourne vers le marché du neuf.

Marché locatif : desserrement graduel

Bien qu'aucunes données formelles n'aient été compilées depuis la dernière enquête annuelle d'octobre 2005 (qui révélait une légère remontée des taux d'inoccupation dans la plupart des grands centres urbains), plusieurs tendances sont dignes d'attention et donc utiles pour l'analyse de ce marché. Si la tendance du côté de l'offre - une légère montée des mises en chantier - est mesurable, celle de la demande l'est beaucoup moins car les facteurs fondamentaux ne vont pas tous dans le même sens. L'effet stimulateur de la migration et des niveaux de prix plus élevés des substituts se heurte à l'effet d'un marché de l'emploi plus faible si bien que le résultat final n'est pas clair. Ceci étant, il est anticipé que le marché locatif poursuivra sa détente graduelle en 2006.

Économie : une progression modérée

Comme pour les trimestres précédents, la perte de vigueur récente des marchés d'habitation au Québec s'explique en bonne partie par la modération de la conjoncture économique des périodes précédentes, notamment par la croissance plus faible de l'emploi. À l'heure actuelle, la situation économique n'a guère changée. Selon les toutes premières données pour 2006, le PIB aurait progressé de façon modérée alors que l'emploi progresse à un rythme d'environ 1 %. Comme nous le rapportions dans les numéros précédents d'*Actualités habitation*, la consommation domestique ainsi que l'investissement privé en capital fixe constituent les deux principaux moteurs de l'économie québécoise à l'heure actuelle. Le point faible demeure le secteur de l'exportation qui continue de subir les conséquences de la hausse du taux de change et du coût de l'énergie.

La migration : l'attrait de l'ouest canadien a des effets au Québec

Selon les dernières données de Statistique Canada, le Québec a affiché un solde de 2 213 migrants durant les trois derniers mois de 2005, soit une baisse de 38 % par rapport à la même période en 2004. Ce résultat porte le bilan annuel à 28 990, une baisse de 17 % comparativement à l'année 2004. Le fait le plus marquant de l'année 2005 sur le plan de la migration aura été au niveau du bilan migratoire interprovincial. Accusant un déficit de 4 670 personnes contre un déficit de 1 870 en 2004, le solde interprovincial a été marqué par la hausse de 18 % de la migration vers d'autres provinces, en particulier vers l'Alberta.

Les délais de construction

Depuis plusieurs années, on remarque une tendance à la hausse des délais de construction des immeubles résidentiels au Québec. Globalement, en 2004, dans les grandes régions urbaines du Québec, il fallait en moyenne un mois et demi de plus qu'au début des années 1990 pour construire une habitation.

Les différences selon la taille des habitations

Le délai mentionné plus haut se rapporte à toutes les tailles d'immeubles. Même si le délai s'est allongé tant pour les maisons individuelles que pour les immeubles d'appartements, le phénomène est, tel qu'attendu, plus important pour les grands immeubles. En moyenne, le délai supplémentaire est de 1,4 mois, pour les maisons individuelles, et de 2,7 mois, pour les plus grands immeubles (50-99 logements). En outre, si l'on ajuste le délai moyen de 2004 pour tenir compte des logements mis en chantier cette année-là et qui sont encore en construction, celui-ci a augmenté de 3,9 mois par rapport à 1997, pour les immeubles de 50 à 99 logements.

Parmi les causes

En 1996, la construction résidentielle a atteint un creux au Québec. Au cours des années suivantes, le volume des mises en chantier n'a cessé d'augmenter et s'est même accru de façon significative dès le début des années 2000. De plus, la construction de plus grands immeubles a contribué à l'augmentation des délais de construction (la taille moyenne des immeubles est passé de 1,5 à 2,1 logements de 1997 à 2005). La hausse de la demande de logements neufs était telle que l'offre n'arrivait pas à suivre par moment, faute de main-d'œuvre. Pour les constructeurs, il est d'autant plus difficile en période de pointe de trouver des travailleurs qualifiés puisque les salaires, qui sont plus élevés dans le secteur non résidentiel, font en sorte que ces derniers se tournent souvent vers l'emploi le mieux rémunéré[1].

Les conséquences

La hausse des délais de construction peut entraîner des coûts importants. D'abord, les frais d'emprunt augmentent pour le constructeur, ce qui fait monter le prix des habitations. Ensuite, lorsque l'acheteur doit libérer son logement actuel à une date précise, il doit se loger temporairement ailleurs, si son logement neuf n'est pas prêt à temps (les différents programmes de garantie couvrent toutefois une partie de ces coûts pour les acheteurs d'un logement situé dans un immeuble de moins de quatre étages).

Changement en perspective

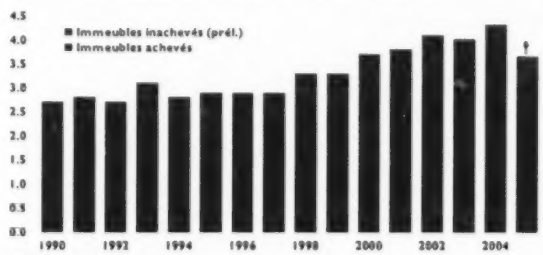
Note méthodologique
Le délai de construction d'un immeuble correspond à la différence entre sa date (année/mois) d'achèvement et le moment de sa mise en chantier. Il est donc arrondi au mois près. Sont inclus dans le calcul, les immeubles mis en chantier et achevés avant avril 2006. Dans le cas des immeubles non achevés, le délai équivaut à la différence entre le moment de la mise en chantier et avril 2006. Ce délai est donc provisoire et pourrait augmenter. Les données reflètent la situation dans les régions de 50 000 habitants et plus seulement, le suivi des achèvements n'étant pas effectué pour les régions de plus petite taille. La SCHL doit avoir reçu le permis de construire délivré par la municipalité avant d'être en mesure de compter une mise en chantier. Comme il arrive parfois qu'une construction démarre avant la réception du permis, les délais de construction calculés peuvent donc être légèrement sous-estimés.

Étant donné le ralentissement prévu de la construction et grâce aux innovations ayant trait aux méthodes de construction, la situation devrait changer au cours des prochaines années. Si les données de 2005 semblent indiquer une nette diminution des délais, il faudra attendre encore plusieurs mois avant de connaître les résultats réels pour 2005 car, à l'heure actuelle, près de 3 000 immeubles mis en chantier l'an dernier sont encore en construction.

[1] Pour plus de détails, voir la publication intitulée *Pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans le secteur de la construction résidentielle, dans la collection « Le Point en recherche ».*

Plus de temps pour construire

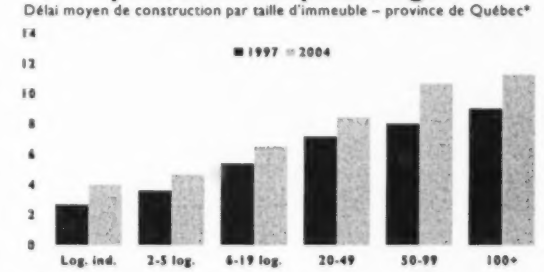
Délai moyen de construction – province de Québec*



Source : SCHL
*Régions de 50 000 habitants et plus
Prél : Délai préliminaire des immeubles inachevés et dont la construction n'a pas été annulée (délai par rapport à avril 2006)

Tous les immeubles touchés par les délais plus longs

Délai moyen de construction par taille d'immeuble – province de Québec*



Source : SCHL
*Régions de 50 000 habitants et plus

Définitions et concepts

Marchés visés - Le marché des propriétaires-occupants fait référence aux maisons unifamiliales (individuelles, jumelées et en rangée) possédées en propriété absolue; celui des copropriétés (condominiums) englobe les maisons et les appartements possédés en copropriété divise; le marché locatif regroupe les logements de type appartements.

Mises en chantier - Ce terme désigne le début des travaux de construction, d'ordinaire après la mise en place de la semelle de béton, ou à un stade équivalent lorsque le bâtiment n'a pas de sous-sol.

Logements en construction - Logements mis en chantier, mais non terminés. Le nombre de logements en construction à la fin d'une période peut tenir compte de certains redressements qui ont lieu, pour diverses raisons, après que les mises en chantier ont été signalées.

Logements achevés - Logements habitables, où les travaux qui avaient été prévus sont terminés. Dans certains cas, on peut considérer qu'un logement est achevé s'il ne reste que 10 % pour cent des travaux à exécuter.

Logements inoccupés - Logements neufs achevés, mais qui sont demeurés vacants.

Offre totale court terme - Réserve totale de logements neufs qui comprend les logements en construction et ceux qui sont achevés, mais inoccupés.

Offre totale moyen terme - Réserve totale de logements neufs qui comprend les logements en construction, ceux qui sont achevés, mais inoccupés, ainsi que ceux pour lesquels un permis a été délivré, mais qui n'ont pas encore été mis en chantier.

Logements écoulés - Logements récemment achevés et qui ont été vendus ou loués. Le dénombrement des logements écoulés est fait lorsque l'habitation est achevée. Les logements vendus ou loués d'avance ne sont pas inclus avant que les travaux soient terminés. Le nombre des logements écoulés durant le trimestre courant correspond au nombre de logements achevés et inoccupés à la fin du trimestre précédent, plus les achèvements du mois courant, moins les logements achevés et inoccupés durant le mois en cours.

Durée du stock - Période nécessaire pour écouler les logements inoccupés, c'est-à-dire le rapport entre les logements inoccupés et les logements écoulés (moyenne des 12 derniers mois). Cette donnée est exprimée en mois.

Données désaisonnalisées annualisées (DDA) - Chiffres mensuels bruts, corrigés des variations saisonnières et multipliés par 12.

Tableau 1
Sommaire des activités par région et par marché visé
Province de Québec

Activité/région	Propriétaire-occupant (propr. absolue* et copropriété)		Logement locatif		Total	
	1er trim. 2006	1er trim. 2005	1er trim. 2006	1er trim. 2005	1er trim. 2006	1er trim. 2005
Mises en chantier						
RMR (1)	5 138	4 815	1 585	1 572	6 723	6 387
Agglomération urbaine (2)	605	562	372	203	977	765
Région rurale (3)	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	823	1 646
TOTAL - PROVINCE DE QUÉBEC	**n.d.**	**n.d.**	**n.d.**	**n.d.**	**8 523**	**8 798**
Logements achevés						
RMR (1)	4 584	4 411	1 119	1 606	5 703	6 017
Agglomération urbaine (2)	704	754	261	302	965	1 056
Région rurale (3)	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	1 578	1 256
TOTAL - PROVINCE DE QUÉBEC	**n.d.**	**n.d.**	**n.d.**	**n.d.**	**8 246**	**8 329**
Logements en construction**						
RMR (1)	14 309	15 231	8 145	7 394	22 454	22 625
Agglomération urbaine (2)	999	948	1 017	877	2 016	1 825
Région rurale (3)	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	2 957	3 888
TOTAL PROVINCE DE QUÉBEC	**n.d.**	**n.d.**	**n.d.**	**n.d.**	**27 427**	**28 338**

Source : SCHL

** Fait référence aux maisons unifamiliales (individuelles, jumelées et en rangée) possédées en propriété absolue et aux duplex occupés par le(s) propriétaire(s)*

*** À la fin de la période indiquée*

1) Population : 100 000 habitants et plus

2) Population : 10 000 à 99 999 habitants

3) Population : 9 999 habitants et moins

Tableau 2
Sommaire des indicateurs économiques
Province de Québec

	2006	2005	2005	2005	2005
	1er trimestre	4e trimestre	3e trimestre	2e trimestre	1er trimestre
Produit intérieur brut* (%)	1,8	1,3	2,0	2,4	2,1
Niveau d'emploi total* (en milliers)	3 750	3 748	3 730	3 690	3 702
Taux d'emploi* (%)	60,2	60,3	60,3	59,8	60,2
Taux de chômage* (%)	8,4	8,2	8,3	8,2	8,3
Taux d'inflation (%)	1,9	(0,2)	4,0	3,2	1,7
Migration nette	n.d.	2 213	10 758	9 166	6 853
Taux hypothécaires - Canada (%)					
1 an	5,9	5,6	5,0	4,8	4,9
5 ans	6,4	6,2	5,8	5,9	6,1
Marché de la revente (ventes S.I.A.) Nombre de logements	n.d.	15 074	15 280	20 802	19 493
Indice de la confiance des consommateurs* (1991 = 100)	115,9	108,9	99,3	122,2	123,3

Sources : Statistique Canada, Conference Board du Canada, Association canadienne de l'immeuble

** Données désaisonnalisées*

Tableau 3
Mises en chantier par RMR et par marché visé
Province de Québec

RMR/période	Propriétaire-occupant		Logement locatif	Total
	Propr. absolue	Copropriété		
Saguenay				
Premier trimestre 2006	13	0	4	17
Premier trimestre 2005	16	0	22	38
Cumul 2006 (janv.-mars)	13	0	4	17
Cumul 2005 (janv.-mars)	16	0	22	38
Gatineau				
Premier trimestre 2006	340	51	55	446
Premier trimestre 2005	207	97	18	322
Cumul 2006 (janv.-mars)	340	51	55	446
Cumul 2005 (janv.-mars)	207	97	18	322
Montréal				
Premier trimestre 2006	1 764	2 031	1 030	4 825
Premier trimestre 2005	1 956	1 477	983	4 416
Cumul 2006 (janv.-mars)	1 764	2 031	1 030	4 825
Cumul 2005 (janv.-mars)	1 956	1 477	983	4 416
Québec				
Premier trimestre 2006	556	203	314	1 073
Premier trimestre 2005	622	281	418	1 321
Cumul 2006 (janv.-mars)	556	203	314	1 073
Cumul 2005 (janv.-mars)	622	281	418	1 321
Sherbrooke				
Premier trimestre 2006	75	0	50	125
Premier trimestre 2005	96	20	35	151
Cumul 2006 (janv.-mars)	75	0	50	125
Cumul 2005 (janv.-mars)	96	20	35	151
Trois-Rivières				
Premier trimestre 2006	105	0	132	237
Premier trimestre 2005	43	0	96	139
Cumul 2006 (janv.-mars)	105	0	132	237
Cumul 2005 (janv.-mars)	43	0	96	139
TOTAL - ENSEMBLE DES RMR				
Premier trimestre 2006	2 853	2 285	1 585	6 723
Premier trimestre 2005	2 940	1 875	1 572	6 387
Cumul 2006 (janv.-mars)	2 853	2 285	1 585	6 723
Cumul 2005 (janv.-mars)	2 940	1 875	1 572	6 387

Source : SCHL

Tableau 4
Logements en construction et achevés par RMR et par marché visé
Province de Québec

RMR/période	Logement en construction*					Logement achevé			
	Propr.-occ.		Logement locatif	Total		Propr.-occ.		Logement locatif	Total
	Propriété absolue	Co-propriété				Propriété absolue	Co-propriété		
Saguenay									
Premier trimestre 2006	49	0	88	137		32	5	4	41
Premier trimestre 2005	49	0	33	82		27	0	23	50
Gatineau									
Premier trimestre 2006	327	216	234	777		452	177	118	747
Premier trimestre 2005	476	420	79	975		392	89	66	547
Montréal									
Premier trimestre 2006	3 702	8 417	6 412	18 531		1 610	1 277	840	3 727
Premier trimestre 2005	4 297	8 035	5 755	18 087		2 019	1 003	1 116	4 138
Québec									
Premier trimestre 2006	674	732	1 092	2 498		697	178	60	935
Premier trimestre 2005	910	806	1 270	2 986		515	225	270	1 010
Sherbrooke									
Premier trimestre 2006	112	8	126	246		74	8	42	124
Premier trimestre 2005	105	72	187	364		85	3	36	124
Trois-Rivières									
Premier trimestre 2006	72	0	193	265		68	6	55	129
Premier trimestre 2005	55	6	70	131		53	0	95	148
TOTAL - ENSEMBLE DES RMR									
Premier trimestre 2006	4 936	9 373	8 145	22 454		2 933	1 651	1 119	5 703
Premier trimestre 2005	5 892	9 339	7 394	22 625		3 091	1 320	1 606	6 017

Source : SCHL

** À la fin de la période indiquée*

Méthodologie

Avant juillet 2002, le *Relevé des mises en chantier et des achèvements réalisé par* la SCHL était fondé sur le dénombrement mensuel des mises en chantier et des achèvements dans les centres urbains de 10 000 habitants et plus. À partir de juillet 2002, le dénombrement est effectué tous les mois dans les centres de 50 000 habitants et plus, et tous les trimestres, dans les agglomérations comptant de 10 000 à 49 999 habitants. Le nombre estimatif des mises en chantier dans les centres de 10 000 habitants et plus (pour les provinces et pour le Canada) sera déterminé tous les mois à l'aide de modèles statistiques.

Aucun changement n'a été apporté à la méthode employée pour faire l'estimation du nombre des mises en chantier dans les régions rurales (secteurs autres que les centres urbains de 10 000 habitants et plus). Dans ces régions, l'enquête continue d'être réalisée tous les trimestres à partir d'un échantillon. Le nombre estimatif des logements mis en chantier dans toutes les régions du Canada continue d'être déterminé mensuellement au moyen de modèles statistiques.

Tableau 5
Mises en chantier par centre de 50 000 à 99 999 habitants
Province de Québec

Centre/période	Propriétaire-occupant		Logement locatif	Total
	Propr. absolue	Copropriété		
Drummondville				
Premier trimestre 2006	55	25	56	136
Premier trimestre 2005	55	0	27	82
Cumul 2006 (janv.-mars)	55	25	56	136
Cumul 2005 (janv.-mars)	55	0	27	82
Granby				
Premier trimestre 2006	59	30	20	109
Premier trimestre 2005	95	14	11	120
Cumul 2006 (janv.-mars)	59	30	20	109
Cumul 2005 (janv.-mars)	95	14	11	120
Saint-Jean-sur-Richelieu				
Premier trimestre 2006	112	0	18	130
Premier trimestre 2005	125	0	22	147
Cumul 2006 (janv.-mars)	112	0	18	130
Cumul 2005 (janv.-mars)	125	0	22	147
Shawinigan				
Premier trimestre 2006	20	0	8	28
Premier trimestre 2005	16	0	4	20
Cumul 2006 (janv.-mars)	20	0	8	28
Cumul 2005 (janv.-mars)	16	0	4	20

Source : SCHL

Tableau 6
Mises en chantier par centre de 10 000 à 49 999 habitants
Province de Québec

Centre/période	Propriétaire-occupant		Logement locatif	Total
	Propr. absolue	Copropriété		
Alma				
Premier trimestre 2006	5	0	0	5
Premier trimestre 2005	0	0	6	6
Cumul 2006 (janv.-mars)	5	0	0	5
Cumul 2005 (janv.-mars)	0	0	6	6
Baie-Comeau				
Premier trimestre 2006	2	0	0	2
Premier trimestre 2005	0	0	0	0
Cumul 2006 (janv.-mars)	2	0	0	2
Cumul 2005 (janv.-mars)	0	0	0	0
Cowansville				
Premier trimestre 2006	3	0	7	10
Premier trimestre 2005	2	0	0	2
Cumul 2006 (janv.-mars)	3	0	7	10
Cumul 2005 (janv.-mars)	2	0	0	2
Dolbeau				
Premier trimestre 2006	11	0	4	15
Premier trimestre 2005	3	0	0	3
Cumul 2006 (janv.-mars)	11	0	4	15
Cumul 2005 (janv.-mars)	3	0	0	3

Tableau 6 (suite)
Mises en chantier par centre de 10 000 à 49 999 habitants
Province de Québec

Centre/période	Propriétaire-occupant		Logement locatif	Total
	Propr. absolue	Copropriété		
Joliette				
Premier trimestre 2006	27	0	12	39
Premier trimestre 2005	37	0	28	65
Cumul 2006 (janv.-mars)	27	0	12	39
Cumul 2005 (janv.-mars)	37	0	28	65
Lachute				
Premier trimestre 2006	8	0	4	12
Premier trimestre 2005	13	0	0	13
Cumul 2006 (janv.-mars)	8	0	4	12
Cumul 2005 (janv.-mars)	13	0	0	13
La Tuque				
Premier trimestre 2006	1	0	0	1
Premier trimestre 2005	0	0	0	0
Cumul 2006 (janv.-mars)	1	0	0	1
Cumul 2005 (janv.-mars)	0	0	0	0
Magog				
Premier trimestre 2006	20	11	6	37
Premier trimestre 2005	25	8	0	33
Cumul 2006 (janv.-mars)	20	11	6	37
Cumul 2005 (janv.-mars)	25	8	0	33
Matane				
Premier trimestre 2006	6	0	6	12
Premier trimestre 2005	0	0	0	0
Cumul 2006 (janv.-mars)	6	0	6	12
Cumul 2005 (janv.-mars)	0	0	0	0
Rimouski				
Premier trimestre 2006	10	0	0	10
Premier trimestre 2005	21	0	0	21
Cumul 2006 (janv.-mars)	10	0	0	10
Cumul 2005 (janv.-mars)	21	0	0	21
Rivière-du-Loup				
Premier trimestre 2006	2	0	0	2
Premier trimestre 2005	13	0	10	23
Cumul 2006 (janv.-mars)	2	0	0	2
Cumul 2005 (janv.-mars)	13	0	10	23
Rouyn-Noranda				
Premier trimestre 2006	3	0	0	3
Premier trimestre 2005	0	0	0	0
Cumul 2006 (janv.-mars)	3	0	0	3
Cumul 2005 (janv.-mars)	0	0	0	0
Saint-Georges				
Premier trimestre 2006	12	0	0	12
Premier trimestre 2005	16	0	73	89
Cumul 2006 (janv.-mars)	12	0	0	12
Cumul 2005 (janv.-mars)	16	0	73	89

Tableau 6 (suite)
Mises en chantier par centre de 10 000 à 49 999 habitants
Province de Québec

Centre/période	Propriétaire-occupant		Logement locatif	Total
	Propr. absolue	Copropriété		
Saint-Hyacinthe				
Premier trimestre 2006	22	0	32	54
Premier trimestre 2005	6	0	8	14
Cumul 2006 (janv.-mars)	22	0	32	54
Cumul 2005 (janv.-mars)	6	0	8	14
Salaberry-de-Valleyfield				
Premier trimestre 2006	6	6	13	25
Premier trimestre 2005	9	0	0	9
Cumul 2006 (janv.-mars)	6	6	13	25
Cumul 2005 (janv.-mars)	9	0	0	9
Sept-Îles				
Premier trimestre 2006	7	0	0	7
Premier trimestre 2005	0	0	0	0
Cumul 2006 (janv.-mars)	7	0	0	7
Cumul 2005 (janv.-mars)	0	0	0	0
Sorel-Tracy				
Premier trimestre 2006	12	4	0	16
Premier trimestre 2005	24	9	0	33
Cumul 2006 (janv.-mars)	12	4	0	16
Cumul 2005 (janv.-mars)	24	9	0	33
Thetford-Mines				
Premier trimestre 2006	4	0	0	4
Premier trimestre 2005	5	0	0	5
Cumul 2006 (janv.-mars)	4	0	0	4
Cumul 2005 (janv.-mars)	5	0	0	5
Val-d'Or				
Premier trimestre 2006	1	0	0	1
Premier trimestre 2005	1	0	0	1
Cumul 2006 (janv.-mars)	1	0	0	1
Cumul 2005 (janv.-mars)	1	0	0	1
Victoriaville				
Premier trimestre 2006	34	0	26	60
Premier trimestre 2005	23	0	0	23
Cumul 2006 (janv.-mars)	34	0	26	60
Cumul 2005 (janv.-mars)	23	0	0	23
Autres centres urbains*				
Premier trimestre 2006	87	0	160	247
Premier trimestre 2005	42	0	14	56
Cumul 2006 (janv.-mars)	87	0	160	247
Cumul 2005 (janv.-mars)	42	0	14	56

Source : SCHL

* Amos, Gaspé, Montmagny, Roberval, Sainte-Marie, Saint-Félicien, Saint-Lin (2003) et partie québécoise de Hawkesbury. Saint-Lin ne faisait pas l'objet d'une enquête avant 2003. Les données des années précédentes ne sont pas disponibles.

LA SCHL : AU CŒUR DE L'HABITATION

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) est l'organisme fédéral responsable de l'habitation au Canada, et ce depuis plus de 60 ans.

En collaboration avec d'autres intervenants du secteur de l'habitation, elle contribue à faire en sorte que le Canada continue de posséder l'un des meilleurs systèmes de logement du monde. La SCHL veille à ce que les Canadiens aient accès à un large éventail de logements de qualité, à coût abordable, et elle favorise la création de collectivités et de villes dynamiques et saines partout au pays.

Pour obtenir des renseignements supplémentaires, veuillez consulter le site Web de la SCHL au www.schl.ca

Vous pouvez aussi communiquer avec nous par téléphone : 1 800 668-2642 ou par télécopieur : 1 800 245-9274.

De l'extérieur du Canada : (613) 748-2003; télécopieur : (613) 748-2016

La Société canadienne d'hypothèques et de logement souscrit à la politique du gouvernement fédéral sur l'accès des personnes handicapées à l'information. Si vous désirez obtenir la présente publication sur des supports de substitution, composez le 1 800 668-2642.

La gamme complète des publications nationales standards du Centre d'analyse de marché (CAM) est désormais offerte **gratuitement**, en format électronique, sur le site Web de la SCHL. Vous pouvez maintenant consulter, imprimer ou télécharger les éditions déjà parues, ou encore vous abonner aux futures éditions et recevoir automatiquement, par courriel, de l'information sur le marché le jour même où elle est diffusée : c'est rapide et pratique! Visitez le www.schl.ca/marchedelhabitation

Pour en savoir davantage au sujet du CAM et de la mine de renseignements sur le marché de l'habitation qu'il met à votre disposition, rendez-vous au www.schl.ca/marchedelhabitation

Pour vous abonner à la version papier (payante) des publications nationales stantards ou des rapports régionaux spéciaux, veuillez composer le 1 800 668-2642.

©2006 Société canadienne d'hypothèques et de logement. Tous droits réservés. La SCHL autorise toute utilisation raisonnable du contenu de la présente publication, à la condition toutefois que ce soit à des fins personnelles, pour des recherches d'affaires ou d'intérêt public, ou encore dans un but éducatif. Elle accorde le droit d'utiliser le contenu à titre de référence générale dans des analyses écrites ou dans la présentation de résultats, de conclusions ou de prévisions, et de citer de façon limitée les données figurant dans la présente publication. La SCHL autorise également l'utilisation raisonnable et restreinte du contenu de ses rapports dans des publications commerciales, sous réserve des conditions susmentionnées. Elle conserve toutefois le droit d'exiger, pour une quelconque raison, l'interruption d'une telle utilisation.

Chaque fois que le contenu d'une publication de la SCHL est utilisé, y compris les données statistiques, il faut en indiquer la source comme suit :

Source : SCHL (ou, selon le cas, « Adaptation de données provenant de la SCHL »), titre de la publication, année et date de diffusion.

À défaut de quoi ledit contenu ne peut être reproduit ni transmis à quiconque. Lorsqu'une organisation se procure une publication, elle ne doit pas en donner l'accès à des personnes qui ne sont pas à son emploi. La publication ne peut être affichée, que ce soit en partie ou en totalité, dans un site Web qui serait ouvert au public ou accessible à des personnes qui ne travaillent pas directement pour l'organisation. Pour obtenir la permission d'utiliser le contenu d'une publication d'analyse de marché de la SCHL à des fins autres que celles susmentionnées ou de reproduire de grands extraits ou l'intégralité des publications d'analyse de marché de la SCHL, veuillez communiquer avec le Centre canadien de documentation sur l'habitation (CCDH) ; courriel : chic@schl.ca – téléphone : 613-748-2367 ou 1 800 668-2642.

Veuillez fournir les informations suivantes au CCDH :
Titre de la publication, année et date de diffusion

Sans limiter la portée générale de ce qui précède, il est interdit de traduire un extrait de publication sans l'autorisation préalable écrite de la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Les renseignements, analyses et opinions contenus dans cette publication sont fondés sur diverses sources jugées fiables, mais leur exactitude ne peut être garantie, et ni la Société canadienne d'hypothèques et de logement ni ses employés n'en assument la responsabilité.

64141_2006_Q02.pdf